

N° 8114³

CHAMBRE DES DEPUTES

PROJET DE LOI

**autorisant le Fonds national de solidarité à participer
aux prix des prestations et services fournis dans les
structures d'hébergement pour personnes âgées et
dans les logements encadrés agréés**

* * *

AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

TEXTE DES AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

Amendement n° 1

Le titre du « Projet de loi portant création d'une allocation complémentaire pour personnes âgées » est remplacé par le titre « Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés ».

Commentaire :

Dans son avis du 25 juin 2024, le Conseil d'État avait donné à considérer que la notion d'« allocation complémentaire » induisait en erreur en ce qu'il pourrait, en effet, en être déduit qu'il s'agit d'une allocation qui est octroyée en complément d'une allocation dont la personne âgée est déjà bénéficiaire. Le bénéfice d'une allocation constituerait alors une condition préalable à l'octroi de l'AllCoPA. Le Conseil d'État avait suggéré dès lors d'avoir recours au terme « complément » à l'instar de la notion employée à l'heure actuelle dans le cadre de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit que la loi en projet vise à abroger.

Le nouveau titre a pour objectif de suivre le Conseil d'État dans son observation et de clarifier en même temps que ce complément s'applique aux structures d'hébergement pour personnes âgées et aux logements encadrés agréés conformément au règlement grand-ducal précité du 8 décembre 1999 pris en exécution de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Amendement n° 2

À l'article 1^{er} du projet de loi portant création d'une allocation complémentaire pour personnes âgées sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1^{er} :

- a) les termes « une allocation complémentaire pour personnes âgées, ci-après « AllCoPA » sont remplacés par les termes « un complément pour personnes âgées, ci-après « complément » » ;
- b) les termes « du jjmmaaaa » sont remplacés par les termes « modifiée du 23 août 2023 » ;
- c) les termes « ci-après « loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées » » sont remplacés par les termes « ci-après « loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées » » ;
- d) à la fin de la phrase, sont ajoutés les termes « , ou dans les logements encadrés agréés conformément au règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées pris en exécution de la loi modifiée du

8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, ci-après « logement encadré agréé » » ;

2° Au paragraphe 2 :

- a) à la phrase liminaire, les termes « L'AllCoPA » sont remplacés par les termes « Le complément » ;
- b) au point 1°, à la suite du terme « agréée » sont ajoutés les termes « ou un logement encadré agréé » ;
- c) au point 2° :
 - i) les termes « du 23 août 2023 » sont insérés entre le terme « loi » et le terme « portant » ;
 - ii) à la suite du terme « âgées » sont ajoutés les termes « ainsi qu'à l'article 4, point 4), et à l'article 5, point 4), du règlement grand-ducal précité du 8 décembre 1999 pris en exécution de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ».

Commentaire :

Dans un souci de clarification, et pour suivre le Conseil d'Etat dans ses observations de légistique et de terminologie formulées, les présentes modifications insèrent le terme « complément », ajoutent la référence aux logements encadrés agréés alors que le complément s'applique tant aux structures d'hébergement pour personnes âgées qu'aux logements encadrés agréés avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et intègrent la date de la loi précitée du 23 août 2023 publiée entretemps au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que son intitulé de citation.

Amendement n° 3

À l'article 2 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

- a) à la phrase liminaire, les termes « à l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « au complément » ;
- b) au point 1° :
 - i) les termes « du 23 août 2023 » sont insérés entre le terme « loi » et le terme « portant » ;
 - ii) à la suite du terme « âgées » sont ajoutés les termes « ou dans un logement encadré agréé » ;

2° au paragraphe 3 :

- a) les termes « à l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « au complément » ;
- b) les termes « durant la période où » sont remplacés par les termes « durant la période pendant laquelle » ;

3° au paragraphe 4, les termes « à l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « au complément ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'Etat et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 4

À l'article 3 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

- a) à la phrase liminaire, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- b) au point 1° :
 - i) les termes « du 23 août 2023 » sont insérés entre le terme « loi » et le terme « portant » ;
 - ii) le terme « la » avant le terme « réserve » est supprimé ;
 - iii) le terme « 3 » est suivi d'un exposant « ° » ;
- c) au point 2°, le terme « la » avant le terme « réserve » est supprimé ;

- d) au point 3°, les termes « majoration de 17 euros au nombre cent » sont remplacés par les termes « majoration de 28 euros au nombre 100 » ;
- e) au point 4° :
 - i) à la première phrase, le terme « demandeur » est remplacé par le terme « requérant » ;
 - ii) à la deuxième phrase, le terme « 8 » est remplacé par le terme « 9 » ;
 - iii) à la deuxième phrase, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- 2° au paragraphe 2, les termes « au nombre cent » sont remplacés par les termes « au nombre 100 » ;
- 3° au paragraphe 3 :
 - a) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés à deux reprises par les termes « du complément » ;
 - b) le terme « respectivement » est remplacé par le terme « ou » ;
 - c) les termes « devra veiller » sont remplacés par le terme « veille » ;
 - d) la fin de la phrase est complétée par les termes « respectivement dans un autre logement encadré agréé » ;
- 4° au paragraphe 4 :
 - a) à la première phrase :
 - i) les termes « les chambres de type « appartement » et « oasis » » sont remplacés par les termes « les chambres de type « oasis » et « appartement » » ;
 - ii) les termes « du 23 août 2023 » sont insérés entre le terme « loi » et le terme « portant » ;
 - b) à la deuxième phrase, les termes « tous les trois ans » sont remplacés par les termes « chaque année » ;
 - c) la troisième phrase est supprimée.

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

La modification apportée par le point 1° d) consiste à augmenter le montant prévu initialement d'une majoration de 17 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 à une majoration de l'ordre de 28 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948, alors que les calculs sur base de nouvelles données actualisées relèvent que le montant initialement fixé en 2020 n'est plus suffisant pour couvrir les frais.

La modification apportée par le point 4° b) consiste à ramener la période de calcul de la moyenne de tous les montants des prix d'hébergement de trois à un an et par conséquent de fixer son application pour la durée d'un an à chaque fois, permettant ainsi de suivre l'évolution des prix de manière plus réelle et ce au profit des bénéficiaires.

La modification apportée par le point 4° c) consiste à supprimer la troisième phrase relative à la période d'application de la moyenne calculée qui est devenue superfétatoire, alors qu'elle est dorénavant calculée chaque année au 1^{er} janvier, et ce d'autant plus que l'entrée en vigueur du présent texte est prévue six mois après sa publication au Journal officiel, ne couvrant donc pas une année entière.

Amendement n° 5

À l'article 4 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à la première phrase, les termes « à l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « au complément » ;
- 2° à la deuxième phrase :
 - a) les termes « requérants et » sont insérés avant le terme « bénéficiaires » ;
 - b) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 6

À l'article 5 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, première phrase :

- a) le terme « demandeur » est remplacé par le terme « requérant » ;
- b) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;

2° à l'alinéa 2, première phrase :

- a) le terme « demandeur » est remplacé par le terme « requérant » ;
- b) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 7

À l'article 6 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, une virgule est insérée :

- a) avant les termes « du Code du Travail » ;
- b) avant les termes « ainsi que » ;

2° au paragraphe 2 :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les termes « l'AllCoPA est demandée » sont remplacés par les termes « le complément est demandé » ;
- b) à l'alinéa 2 :
 - i) une virgule est insérée avant les termes « tels que » ;
 - ii) les termes « l'AllCoPA est demandée » sont remplacés par les termes « le complément est demandé » ;
- c) à l'alinéa 3, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés à deux reprises par les termes « du complément » ;

3° au paragraphe 3 :

- a) les termes « à la règle générale énoncée » sont supprimés ;
- b) le terme « Offices » est remplacé par le terme « offices ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 8

À l'article 7 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

- a) à la deuxième phrase, les termes « au nombre cent » sont remplacés par les termes « au nombre 100 » ;
- b) à la troisième phrase :
 - i) le terme « demandeur » est remplacé par le terme « requérant » ;
 - ii) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- c) il est insérée une quatrième phrase libellée « La valeur de la fortune mobilière est déterminée selon sa valeur vénale. » ;

2° au paragraphe 2 :

- a) la phrase de l'alinéa 1^{er} est complétée à la fin par les termes « qui se détermine par conversion en rente viagère immédiate de la valeur globale de la fortune au moyen de multiplicateurs déterminés dans l'annexe A » ;

b) l'alinéa 2 est supprimé ;

3° au paragraphe 3 :

a) à la phrase liminaire, les termes « Grand-Duché de » sont insérés avant le terme « Luxembourg » ;

b) au point 2° :

i) les termes « non visés à l'alinéa qui précède » sont remplacés par les termes « non visés au point 1° » ;

ii) le terme « deux-cents » est remplacé par les termes « deux cents » ;

4° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les termes « de la présente loi » sont supprimés ;

5° il est inséré un paragraphe 5 nouveau libellé comme suit :

« (5) Les paragraphes (2) et (4) ne sont pas applicables, lorsque les conjoint, partenaire, ascendants et descendants du conjoint ou du partenaire, frères et sœurs, continuent à habiter le bien immobilier ayant servi de dernière résidence au requérant. »

Commentaire :

Sous le point 1° c), les auteurs du texte font droit à l'observation du Conseil d'État, sous peine d'opposition formelle, en ce que le texte ne déterminait aucunement comment la valeur vénale de la fortune mobilière était calculée. Afin de remédier à cette imprécision, source d'insécurité juridique, les auteurs proposent de suivre l'avis du Conseil d'État en complétant le paragraphe 1^{er} par une disposition prévoyant que la valeur de la fortune mobilière est déterminée selon la valeur vénale, à l'instar de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Le point 2° a) précise la détermination de la valeur de la fortune immobilière.

Le point 2° b) se propose de supprimer l'alinéa 2 du paragraphe 2 afin de suivre l'observation du Conseil d'État ayant relevé une différence de traitement des requérants disposant d'un bien immobilier au Grand-Duché de Luxembourg et ceux disposant d'un bien immobilier à l'étranger risquant de porter atteinte au principe d'égalité devant la loi, tel qu'inscrit à l'article 15 de la Constitution. De la même manière les auteurs du texte suivent ainsi l'observation du Conseil d'État de faire abstraction de la possibilité pour le Fonds national de solidarité de demander au requérant de vendre ou de louer son logement ayant servi comme dernier lieu de résidence, et ce dans la mesure où, en vertu de l'article 16 du projet de loi sous examen, les immeubles appartenant aux bénéficiaires sont de toute manière grevés d'une hypothèque légale et que le Fonds national de solidarité récupérera de cette façon les montants qu'il a versés au titre du complément.

La modification proposée au point 5° répond à un souci de clarification au niveau des différentes situations dans lesquelles le requérant peut se retrouver en entrant dans une structure d'hébergement pour personnes âgées ou un logement encadré.

Les autres modifications tiennent compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apportent les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 9

À l'article 8 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les termes « du Code Civil » sont entourés de virgules ;

2° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er} :

i) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;

ii) la fin de la phrase est complétée par les termes « dans un délai de six mois » ;

3° au paragraphe 3 :

a) le terme « dans » est remplacé par le terme « à » ;

b) les termes « de la présente loi » sont supprimés ;

4° au paragraphe 4 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;

b) à l'alinéa 4 :

i) les termes « de l'alinéa 3 » sont remplacés par les termes « prévues aux alinéas 2 et 3 » ;

- ii) les termes « de la prédite loi modifiée » sont remplacés par les termes « de la loi précitée » ;
- c) à l'alinéa 6, les termes « des alinéas qui précèdent » sont remplacés par les termes « du présent article » ;
- d) à l'alinéa 7 :
 - i) les termes « L'AllCoPA payée » sont remplacés par les termes « Le complément payé » ;
 - ii) le terme « inférieure » est remplacé par le terme « inférieur ».

Commentaire :

Au point 2° a) ii), il est proposé de suivre l'observation du Conseil d'État recommandant à l'instar de ce qui est prévu à l'article 10, paragraphe 2, de la loi précitée du 30 avril 2004, de prévoir que le requérant ou le bénéficiaire du complément dispose d'un délai de six mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour faire valoir ses droits.

Le point 4° b) i) apporte une précision suite à une observation du Conseil d'État relevant que les limites visées par l'alinéa 4 du paragraphe 4 de l'article 8 de la loi en projet concernent effectivement les limites visées aux alinéas 2 et 3 à l'instar de ce qui est prévu par les dispositions identiques de la loi précitée du 28 juillet 2018.

Les autres modifications tiennent compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apportent les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 10

À l'article 9 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

- a) à la première phrase, sont insérés à la suite du terme « agréée » les termes « ou dans un logement encadré agréé » ;
- b) à la deuxième phrase :
 - i) les termes « salaire professionnel » sont remplacés par le terme « revenu » ;
 - ii) les termes « le salaire social minimum de son revenu professionnel » sont remplacés par les termes « un montant correspondant au salaire social minimum » ;

2° à l'alinéa 2 :

- a) sont insérés à la suite du terme « agréée » les termes « ou d'un logement encadré agréé, » ;
- b) les termes « au nombre cent » sont remplacés par les termes « au nombre 100 » ;

3° à l'alinéa 3, sont insérés à la suite du terme « agréée » les termes « ou dans un logement encadré agréé ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 11

À l'article 10 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;

2° à l'alinéa 2 :

- a) les termes « à l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « au complément » ;
- b) sont insérés à la suite du terme « agréée » les termes « ou dans un logement encadré agréé ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 12

À l'article 11 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au paragraphe 1^{er}, première phrase, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- 2° au paragraphe 2, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- 3° au paragraphe 3 :
 - a) les termes « L'AllCoPA est versée » sont remplacés par les termes « Le complément est versé » ;
 - b) sont insérés à la suite du terme « agréée » les termes « respectivement à l'organisme gestionnaire du logement encadré agréé ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 13

À l'article 12 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- 2° à l'alinéa 2, les termes « conditions d'accès » sont remplacés par les termes « conditions d'octroi ».

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 14

À l'article 13 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au paragraphe 1^{er} :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les termes « L'AllCoPA est supprimée si les conditions qui l'ont motivée » sont remplacés par les termes « Le complément est supprimé si les conditions qui l'ont motivé » ;
 - b) à l'alinéa 2 :
 - i) à la phrase liminaire, les termes « L'AllCoPA est relevée, réduite ou retirée » sont remplacés par les termes « Le complément est relevé, réduit ou retiré » ;
 - ii) au point 1°, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
 - iii) au point 1°, les termes « qu'elle a été accordée » sont remplacés par les termes « qu'il a été accordé » ;
 - iv) au point 3°, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- 2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er} :
 - a) les termes « pour laquelle l'AllCoPA a été payée » sont remplacés par les termes « pour laquelle le complément a été payé » ;
 - b) les termes « le calcul de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « le calcul du complément » ;
- 3° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément ».

Commentaire :

Les modifications apportées ont pour objectif une cohérence terminologique.

Amendement n° 15

À l'article 14 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

- a) à la phrase liminaire, les termes « d'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- b) au point 2°,
 - i) les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés à deux reprises par les termes « du complément » ;
 - ii) les termes « , ou dans » sont remplacés par les termes « ou dans » ;
- c) au point 3°, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;

2° au paragraphe 2 :

- a) à la phrase liminaire, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- b) au point 1° :
 - i) à l'alinéa 1^{er}, les termes « au nombre cent » sont remplacés par les termes « au nombre 100 » ;
 - ii) à l'alinéa 2, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés à deux reprises par les termes « du complément » ;
- c) au point 2°, les termes « mille sept cents euros » sont remplacés par les termes « 180 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 ».

Commentaire :

Les modifications apportées ont pour objectif une cohérence terminologique et une observation légistique du Conseil d'État.

De plus, les modifications apportées par le point 2° c) proposent de suivre l'observation formulée par le Conseil d'État de remplacer le montant de mille sept cents euros par le montant indexé correspondant.

Amendement n° 16

À l'article 15 du même projet de loi, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés à deux reprises par les termes « du complément ».

Commentaire :

Les modifications apportées ont pour objectif une cohérence terminologique.

Amendement n° 17

À l'article 16 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;

2° au paragraphe 2 :

- a) à la première phrase, les termes « de l'AllCoPA allouée » sont remplacés par les termes « du complément alloué » ;
- b) à la deuxième phrase, les termes « de la présente loi » sont supprimés ;
- c) à la troisième phrase, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément » ;
- d) à la quatrième phrase, les termes « l'AllCoPA servie » sont remplacés par les termes « le complément servi » ;

3° au paragraphe 3 :

- a) les termes « L'évaluation de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « L'évaluation du complément » ;
- b) les termes « multipliant l'AllCoPA mensuelle » sont remplacés par les termes « multipliant le complément mensuel » ;

c) les termes « de la présente loi » sont supprimés.

Commentaire :

Le présent amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'État et y apporte les modifications comme précisé au commentaire sous l'amendement n°2.

Amendement n° 18

À l'article 17 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les termes « L'AllCoPA » sont remplacés par les termes « Le complément » ;
- 2° les termes « ni cédée, ni mise en gage, ni saisie » sont remplacés par les termes « ni cédé, ni mis en gage, ni saisi ».

Commentaire :

Les modifications apportées ont pour objectif une cohérence terminologique.

Amendement n° 19

À l'article 20 du même projet de loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au paragraphe 1^{er} :
 - a) le terme « toucheront » est remplacé par le terme « touchent » ;
 - b) les termes « l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « le complément » ;
- 2° au paragraphe 2 :
 - a) les termes « si l'AllCoPA est inférieure » sont remplacés par les termes « si le complément est inférieur » ;
 - b) les termes « loi modifiée du 30 avril 2004 précitée » sont remplacés par les termes « loi précitée du 30 avril 2004 » ;
- 3° au paragraphe 3 :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les termes « loi modifiée du 30 avril 2004 précitée » sont remplacés par les termes « loi précitée du 30 avril 2004 » ;
 - b) à l'alinéa 2, les termes « loi modifiée du 23 décembre 1998 précitée » sont remplacés par les termes « loi modifiée du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers de jour psychogériatrique » ;
- 4° au paragraphe 4 :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les termes « loi modifiée du 30 avril 2004 précitée » sont remplacés par les termes « loi précitée du 30 avril 2004 » ;
 - b) à l'alinéa 2, les termes « loi modifiée du 23 décembre 1998 précitée » sont remplacés par les termes « loi précitée du 23 décembre 1998 ».

Commentaire :

Les modifications apportées ont pour objectif une cohérence terminologique ainsi que des observations légistiques du Conseil d'État.

Amendement n° 20

À l'article 21 du même projet de loi, les termes « celui de » sont insérés entre les termes « qui suit » et les termes « sa publication ».

Commentaire :

L'amendement répond à une observation d'ordre légistique du Conseil d'État.

Amendement n° 21

À l'ANNEXE A du même projet de loi, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément ».

Commentaire :

La modification apportée a pour objectif une cohérence terminologique.

Amendement n° 22

À l'ANNEXE B, du même projet de loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1.1., alinéa 3, le terme « demandeur » est remplacé par le terme « requérant » ;

2° au paragraphe 1.2., alinéa 5, les termes « de l'AllCoPA » sont remplacés par les termes « du complément ».

Commentaire :

Les modifications apportées ont pour objectif une cohérence terminologique ainsi qu'une observation d'ordre légistique du Conseil d'État.

Amendement n° 23

À l'ANNEXE C du même projet de loi, les termes « de l'AllCoPA allouée » sont remplacés par les termes « du complément alloué ».

Commentaire :

La modification apportée a pour objectif une cohérence terminologique.

*

FICHE FINANCIERE

Il est estimé qu'en vertu de l'adaptation du montant de la mesure prévue par les présents amendements à l'article 3 du texte en projet, le coût relatif à la majoration des frais accessoires indispensables augmente de 11 euros (NI 100).

Le montant moyen du complément pour une chambre s'élève à 18,10 euros (NI 100).

Ainsi il est estimé que les améliorations engendrées par le texte en projet se présentent comme suit :

<i>Améliorations du projet de loi</i>		
<i>Montants complément pour personnes âgées</i>	<i>NI 100</i>	<i>NI 944,43</i>
Immunisation pour besoins personnels	8,00	75,55
Montant moyen chambre	18,10	170,95
Majoration frais accessoires indispensables	28,00	264,44
Amélioration mensuelle par personne		510,94
Amélioration annuelle pour 650 personnes		3 985 332

Ainsi sur l'année pour un nombre estimé de 650 personnes, le coût global de l'amélioration estimé selon l'indice en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2023 s'élève à **3 985 332 euros** (510,94 x 12 x 650).

*

TEXTE COORDONNE

TEXTE DU PROJET DE LOI

~~portant création d'une allocation complémentaire pour personnes âgées~~

PROJET DE LOI

autorisant le Fonds national de solidarité à participer
aux prix des prestations et services fournis dans les
structures d'hébergement pour personnes âgées et
dans les logements encadrés agréés

Art. 1^{er}. (1) Il est créé un droit à ~~une allocation complémentaire pour personnes âgées, ci-après « AllCoPA »~~ **un complément pour personnes âgées, ci-après « complément »**, au profit des personnes ne pouvant pas couvrir par leurs ressources personnelles le prix des prestations et services fournis dans des structures d'hébergement pour personnes âgées agréées conformément à la loi ~~du jmmmaaaa~~ **modifiée du 23 août 2023** portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de : 1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ; 2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, ~~ci-après « loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées »~~ **ci-après « loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées », ou dans les logements encadrés agréés conformément au règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées pris en exécution de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, ci-après « logement encadré agréé ».**

(2) ~~L'AllCoPA~~ **Le complément** couvre :

- 1° le prix d'hébergement du logement dans une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée **ou un logement encadré agréé** ;
- 2° les frais pour les prestations et services définis à l'article 3 de la loi **du 23 août 2023** portant sur la qualité des services pour personnes âgées **ainsi qu'à l'article 4, point 4), et à l'article 5, point 4), du règlement grand-ducal précité du 8 décembre 1999 pris en exécution de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique** ;
- 3° les frais pour les services et produits suivants :
 - a) fourniture et entretien régulier du linge plat ainsi que de serviettes et gants de toilette ;
 - b) marquage et lavage régulier du linge privé à l'exception du nettoyage à sec ;
 - c) mise à disposition régulière de produits d'hygiène corporelle de base nécessaires au nettoyage et à la protection du corps, des cheveux, du visage, des mains, des dents, des oreilles et des ongles ;
 - d) mise à disposition d'un poste de télévision, d'un poste de téléphonie et d'une connexion Internet ainsi que des abonnements de base afférents.

Art. 2. (1) Peut prétendre à ~~l'AllCoPA~~ **au complément** toute personne qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être admise dans une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée conformément à la loi **du 23 août 2023** portant sur la qualité des services pour personnes âgées **ou dans un logement encadré agréé** ;
- 2° bénéficier d'un droit au séjour, être inscrite au registre principal du registre national des personnes physiques et résider effectivement au lieu où est établi sa résidence habituelle ;
- 3° disposer de ressources personnelles conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 1^{er}, point 4°.

(2) La personne qui n'est pas ressortissante du Grand-Duché de Luxembourg ou d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique

européen ou de la Confédération suisse et qui n'est pas reconnue apatride sur base de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, ni bénéficiaire d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, doit avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années ou disposer du statut de résident de longue durée.

Ne sont pas visés par cette condition de résidence les membres de la famille du ressortissant luxembourgeois, du ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ainsi que du bénéficiaire de protection internationale, définis par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation et l'immigration et quelle que soit leur nationalité.

(3) Le citoyen de l'Union européenne et le ressortissant d'un État ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, n'a pas droit à l'AllCoPA au complément, durant les trois premiers mois de son séjour sur le territoire ou ~~durant la période où~~ durant la période pendant laquelle il est à la recherche d'un emploi s'il est entré à ces fins sur le territoire.

Cette disposition ne s'applique pas aux travailleurs salariés ou non-salariés ou aux personnes qui gardent ce statut ou aux membres de leur famille quelle que soit leur nationalité.

(4) Ne peut prétendre à l'AllCoPA au complément, la personne qui est bénéficiaire d'une prise en charge telle que prévue par l'article 4 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation et l'immigration.

Art. 3. (1) Le montant mensuel de l'AllCoPA du complément dû par personne est déterminé en fonction :

- 1° de la moyenne de tous les montants des prix d'hébergement mensuels renseignés au registre institué par l'article 8 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées pour chaque chambre individuelle faisant partie d'une structure d'hébergement agréée qui ne peut pas être dépassée sous la réserve des dispositions prévues au point 3° ;
- 2° du montant du prix d'hébergement mensuel du logement proposé au bénéficiaire tel qu'il est indiqué au registre précité qui ne peut être dépassé sous la réserve des dispositions prévues au point 3°. Si deux personnes partagent une chambre double, le prix d'hébergement mensuel demandé pour la chambre double est divisé par deux pour déterminer le montant limite applicable par personne ;
- 3° d'une ~~majoration de 17 euros au nombre cent~~ majoration de 28 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 par rapport au prix d'hébergement mensuel servant de base de calcul pour couvrir les services et produits prévus à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point 3° ;
- 4° des ressources personnelles du ~~demandeur~~ requérant dont il dispose soit à titre individuel, soit ensemble avec son époux ou partenaire au sens de l'article 2 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ci-après « partenaire ». Les ressources personnelles sont déterminées conformément aux articles 4 à 89 et ne peuvent dépasser la somme du montant dû aux termes de l'AllCoPA du complément et du montant mensuel immunisé sur les ressources personnelles du bénéficiaire.

(2) Chaque bénéficiaire a droit à un montant mensuel immunisé sur ses ressources personnelles de 65 euros ~~au nombre cent~~ au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948.

(3) Si une augmentation du prix d'hébergement mensuel d'une chambre occupée par un bénéficiaire ~~de l'AllCoPA~~ du complément fait en sorte que le nouveau prix d'hébergement mensuel dépasse la moyenne des prix d'hébergement mensuels prévue au paragraphe 1^{er}, point 1°, ~~respectivement ou~~ le prix d'hébergement mensuel prévu au paragraphe 1^{er}, point 2°, l'organisme gestionnaire ne peut percevoir qu'un prix d'hébergement inférieur ou égal à la moyenne mentionnée au paragraphe 1^{er}, point 1°, ou ~~devra veiller~~ veille à ce que le bénéficiaire de l'AllCoPA du complément puisse déménager vers une nouvelle chambre dans la même ou dans une autre structure d'hébergement pour personnes âgées agréée respectivement dans un autre logement encadré agréé.

(4) Pour le calcul de la moyenne de tous les montants des prix d'hébergement mensuels prévue au paragraphe 1^{er}, point 1^o du présent article, ne sont pas considérées ~~les chambres de type « appartement » et « oasis »~~ **les chambres de type « oasis » et « appartement »** telles que définies aux articles 1^{er} et 2 de la loi **du 23 août 2023** portant sur la qualité des services pour personnes âgées. La moyenne de tous les montants des prix d'hébergement est constatée ~~tous les trois ans~~ **chaque année** au 1^{er} janvier de l'année et publiée au registre précité. ~~Elle est appliquée pendant une période de trois ans nonobstant les éventuelles adaptations des prix d'hébergement renseignés au registre.~~

Art. 4. Pour pouvoir prétendre à l'AiHCoPA **au complément**, la personne doit déclarer au Fonds national de solidarité, ci-après « Fonds », son revenu intégral ainsi que toute sa fortune, de même que le revenu et la fortune des personnes visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, point 4^o. Le Fonds peut demander aux **requérants et** bénéficiaires de l'AiHCoPA **du complément** toute pièce justificative.

Art. 5. Sont à déclarer les donations directes ou indirectes faites par le demandeur **requérant** ou le bénéficiaire de l'AiHCoPA **du complément**. À la demande du Fonds, les actes de donation sont à lui soumettre.

Est encore à déclarer l'acceptation d'une succession par le demandeur **requérant** ou le bénéficiaire de l'AiHCoPA **du complément**. À la demande du Fonds, la déclaration de succession est à lui soumettre.

Art. 6. (1) Pour la détermination des ressources personnelles d'un ayant droit, au sens de l'article 1^{er}, sont considérés l'ensemble des revenus annuels dont le bénéficiaire seul ou avec son époux ou son partenaire, dispose, déduction faite des impôts et des éléments qui, selon les dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, sont mis en compte pour la détermination du revenu imposable.

Sont compris dans les revenus, les revenus de remplacement et les pensions dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère, les indemnités payées au titre d'une mesure en faveur de l'emploi organisée par l'Agence pour le développement de l'emploi conformément aux articles L. 524-2 à L. 524-7, L. 543-1 à L. 543-13, L. 543-14 à L. 543-28, du Code du travail, le revenu pour personnes gravement handicapées prévu par la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, l'allocation d'activation prévue à l'article 18 et l'allocation d'inclusion prévue à l'article 5 de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, ci-après « loi REVIS », ainsi que les aliments dus sur base de l'article 8 de la présente loi.

(2) Les revenus professionnels, les revenus de remplacement mensuels réguliers, le revenu pour personnes gravement handicapées prévu par la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, les allocations d'activation et d'inclusion prévues par la loi REVIS ainsi que les aliments sont pris en compte suivant leur montant net correspondant au mois pour lequel l'AiHCoPA est demandée **le complément est demandé** ou, à défaut, au mois précédant celui-ci.

Les autres revenus mensuels réguliers, tels que les loyers d'immeubles, sont pris en compte suivant leur montant imposable correspondant au mois pour lequel l'AiHCoPA est demandée **le complément est demandé**.

Le revenu professionnel, résultant d'une activité saisonnière ou occasionnelle, non pris en compte au moment de la détermination de l'AiHCoPA **du complément**, est mis en compte pour la détermination de l'AiHCoPA **du complément** d'un mois subséquent.

Au cas où ces revenus mensuels réguliers présentent des fluctuations, le montant mensuel est déterminé sur la base d'une moyenne s'étendant au maximum sur les douze mois précédents.

En cas de travail saisonnier, le revenu mensuel équivaut à la moyenne des revenus correspondants sur les douze mois précédents.

Pour la conversion en revenus mensuels, les revenus déterminés sur une base annuelle sont à diviser par douze.

Pour autant qu'il ne soit pas possible de déterminer des revenus professionnels mensuels correspondant à une activité indépendante, le revenu mensuel est égal à un douzième du revenu annuel résultant du dernier bulletin d'impôts.

Les ressources sont diminuées du montant effectivement presté en vertu d'une obligation alimentaire.

(3) Par dérogation à la règle générale énoncée aux paragraphes 1^{er} et 2, ne sont pas pris en compte les allocations familiales, l'allocation de rentrée scolaire, les allocations de naissance, l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées, les prestations en espèces allouées au titre de l'article 354 du Code de la sécurité sociale et les aides financières de l'État ainsi que les secours bénévoles attribués par les Offices sociaux ou par des œuvres sociales privées.

Art. 7. (1) La fortune mobilière est également à considérer comme ressource personnelle au sens de l'article 1^{er} et à utiliser pour le paiement du prix des prestations fournies dans le cadre de la présente loi, prioritairement avant toute autre prise en charge par le Fonds. Si le montant de la fortune mobilière dépasse le montant de deux mille cinq cent euros au nombre cent au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948, la demande est refusée. Ce montant est doublé en présence de conjoints ou partenaires dont au moins un est demandeur requérant de l'AllCoPA du complément. La valeur de la fortune mobilière est déterminée selon sa valeur vénale.

(2) Si le requérant dispose d'une fortune immobilière située au Luxembourg, la valeur de cette fortune est à considérer comme élément de ressource personnelle qui se détermine par conversion en rente viagère immédiate de la valeur globale de la fortune au moyen de multiplicateurs déterminés dans l'annexe A.

Dans la mesure où des biens immobiliers, situés au Luxembourg, qui appartiennent en tout ou en partie au bénéficiaire, ne peuvent pas servir à couvrir le prix des prestations prévu à l'article 1^{er}, le Fonds ne tient pas compte de leurs valeurs pour la détermination des ressources, sauf les revenus qui en proviennent. Le Fonds peut demander au bénéficiaire propriétaire de son logement, ayant servi comme dernier lieu de résidence avant d'intégrer une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée, de vendre ou louer ce bien et d'utiliser le produit de la vente respectivement le loyer perçu en vue de couvrir le prix des prestations et services définis à l'article 1^{er}. Pour entreprendre ces démarches, le requérant dispose d'un délai de douze mois pendant lequel ce bien n'est pas considéré comme une fortune.

(3) La valeur de la fortune immobilière, située au Grand-Duché de Luxembourg, est déterminée comme suit :

- 1° les valeurs unitaires telles qu'elles sont fixées par l'Administration des contributions directes pour établir la base d'assiette de l'impôt foncier des terrains agricoles ou forestiers sont multipliées par le coefficient de cent-vingt ;
- 2° les valeurs unitaires telles qu'elles sont fixées par l'Administration des contributions directes pour établir la base d'assiette de l'impôt foncier de tous les immeubles non visés à l'alinéa qui précède non visés au point 1° sont multipliées par le coefficient de deux-cents deux cents.

En cas de désaccord sur la valeur ainsi déterminée, celle-ci peut être déterminée par un acte notarié récent ou une expertise établie par un expert assermenté.

(4) Les ressources de la fortune immobilière se situant en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg se déterminent par conversion en rente viagère immédiate de la valeur globale de la fortune au moyen de multiplicateurs déterminés dans l'annexe A de la présente loi.

Si le requérant possède une fortune immobilière à l'étranger, il doit produire une attestation, établie par un organisme public compétent, permettant soit d'appliquer les critères du paragraphe 3, soit d'établir la valeur de cette fortune.

S'il est dans l'incapacité de produire une telle attestation, le Fonds évalue la valeur de la fortune en fonction des éléments d'appréciation dont il dispose.

En cas de désaccord sur la valeur de la fortune ainsi déterminée, le requérant peut produire un acte notarié récent ou une expertise établie par un expert assermenté.

Si le requérant déclare ne pas être propriétaire d'un bien immobilier à l'étranger, le Fonds demande une déclaration sur l'honneur dûment signée par le requérant.

(5) Les paragraphes (2) et (4) ne sont pas applicables, lorsque les conjoint, partenaire, ascendants et descendants du conjoint ou du partenaire, frères et sœurs, continuent à habiter le bien immobilier ayant servi de dernière résidence au requérant.

Art. 8. (1) Pour l'appréciation des ressources, il est tenu compte des aides alimentaires instituées par les articles 203, 212, 214, 230, 234, 246, 372-2, 376-2, 387-14, du Code civil, ainsi que par l'article 334-1 du Code civil, pour autant qu'il a pour objet les aides alimentaires dues par les parents à l'enfant né hors mariage et par l'article 362 du Code civil, pour autant qu'il vise les aides alimentaires dues par l'adoptant à l'adopté et par les articles 7 et 12 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

(2) Si l'aide alimentaire n'est pas fixée par le juge ou si les débiteurs d'aliments ne s'acquittent qu'imparfaitement ou manquent de s'acquitter de leur dette alimentaire, le créancier d'aliments, requérant ou bénéficiaire de l'AllCoPA **du complément**, est tenu, dès que le Fonds l'y invite par lettre recommandée, de faire valoir ses droits en vertu des dispositions précitées **dans un délai de six mois**.

Le premier du mois qui suit l'envoi de la lettre recommandée, le Fonds reporte la fixation et la mise en compte de l'aide alimentaire pour une durée de six mois. Ce délai peut être prorogé si les démarches entreprises par le créancier d'aliments n'ont pas encore donné lieu au versement effectif de l'aide alimentaire.

(3) Si le créancier d'aliments refuse de faire valoir ses droits contre le débiteur ou renonce à poursuivre les démarches entreprises, le Fonds met en compte un montant déterminé pour le calcul de son revenu suivant une table de référence pour le calcul des obligations alimentaires dont les modalités figurent **dans à l'annexe B de la présente loi**.

(4) Si un allocataire de l'AllCoPA **du complément** a personnellement utilisé les possibilités légales de réclamer les aliments selon la législation luxembourgeoise ou étrangère et si les débiteurs d'une obligation alimentaire, tout en étant solvables d'après les constatations du Fonds faites dans le cadre du présent article, ne s'acquittent qu'imparfaitement ou manquent de s'acquitter de leurs dettes alimentaires, le Fonds peut, en lieu et place du créancier et selon les règles de compétence et de procédure qui sont applicables à l'action de celui-ci, agir en justice pour la fixation, la révision et le recouvrement de la créance d'aliments.

Cette action peut porter sur la période écoulée et remonter dans ses effets à la date à laquelle le Fonds a invité par lettre recommandée les débiteurs d'aliments à s'acquitter de leur obligation. L'action ne peut être exercée contre les personnes qui disposent d'un revenu imposable inférieur à trois fois le salaire social minimum.

Elle ne peut, en outre, être exercée que jusqu'à concurrence d'un montant correspondant au maximum au salaire social minimum.

Les limites de l'alinéa 3 **prévues aux alinéas 2 et 3** ne sont pas applicables si le débiteur d'aliments est un époux séparé de fait, un époux en instance de divorce, un conjoint séparé de corps, un conjoint divorcé, un partenaire au sens de l'article 2 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, un ancien partenaire au sens de l'article 13 **de la présente loi modifiée de la loi précitée** du 9 juillet 2004 ou le parent direct au premier degré d'un enfant mineur.

Les transactions sur les pensions alimentaires ou renonciations à des aliments contenues dans des conventions de divorce par consentement mutuel ne sont pas opposables au Fonds.

Le versement de la dette alimentaire, fixée en vertu d'une action judiciaire intentée par le Fonds en vertu ~~des alinéas qui précèdent~~ **du présent article**, est effectué entre les mains du Fonds.

L'AllCoPA ~~payée~~ **Le complément payé** à l'intéressé ne doit en aucun cas être ~~inférieure~~ **inférieur** aux aliments touchés en son lieu et place par le Fonds.

Art. 9. Si l'un des époux ou partenaire d'un couple est admis dans une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée **ou dans un logement encadré agréé**, le Fonds évalue les ressources personnelles de sorte à ce que l'autre conjoint ou le partenaire bénéficie au moins des mêmes avantages que le bénéficiaire de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale. Si ce conjoint ou partenaire dispose d'un ~~salaire professionnel~~ **revenu**, les ressources personnelles sont déterminées de sorte à ce que le conjoint ou partenaire qui continue à occuper le domicile conjugal

garde le ~~salairé social minimum de son revenu professionnel~~ **un montant correspondant au salairé social minimum.**

Si le conjoint ou le partenaire du pensionnaire d'une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée **ou d'un logement encadré agréé**, continue à occuper le domicile conjugal et qu'il doit s'acquitter d'un loyer ou d'une dette en rapport avec l'acquisition de son logement, le montant de cette dépense est à déduire des ressources personnelles, au maximum jusqu'à un plafond mensuel de deux cent euros ~~au nombre cent~~ **au nombre 100** de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948.

Si les deux époux ou partenaires sont admis dans une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée **ou dans un logement encadré agréé**, le Fonds définit les ressources personnelles de chaque conjoint ou partenaire en retenant un montant équivalent à cinquante pour cent de l'ensemble des revenus et de la fortune du ménage.

Art. 10. La demande en obtention de l'**AllCoPA du complément** est à adresser au Fonds et donne lieu à l'établissement d'un dossier. La demande n'est admissible que si elle est signée par tous les requérants adultes et accompagnée des pièces visées par le règlement grand-ducal d'exécution.

Le droit à l'**AllCoPA au complément** est ouvert à partir de la date de réception de la demande respectivement de la date d'admission dans la structure d'hébergement pour personnes âgées agréée ou **dans un logement encadré agréé**.

Un règlement grand-ducal précise les pièces justificatives requises.

Art. 11. (1) Le Fonds notifie les décisions d'octroi et de refus de l'**AllCoPA du complément** au requérant par lettre recommandée au plus tard dans les trois mois suivant la date de réception de la demande. Les décisions d'octroi et de refus sont prises, s'il s'agit d'une première demande, au vu des pièces du dossier qui font foi jusqu'à preuve du contraire et sans préjudice des dispositions de l'article 12.

(2) La notification détermine le montant et le début de la mise en paiement de l'**AllCoPA du complément** et fait état des éléments de revenu et de fortune ayant été pris en considération.

(3) ~~L'AllCoPA est versée~~ **Le complément est versé** à l'organisme gestionnaire de la structure d'hébergement pour personnes âgées agréée **respectivement à l'organisme gestionnaire du logement encadré agréé**.

Art. 12. Les bénéficiaires de l'**AllCoPA du complément** doivent déclarer immédiatement au Fonds tous les faits qui sont de nature à modifier leurs droits.

Le Fonds examine régulièrement si les ~~conditions d'accès~~ **conditions d'octroi** sont toujours remplies.

Art. 13. (1) ~~L'AllCoPA est supprimée si les conditions qui l'ont motivée~~ **Le complément est supprimé si les conditions qui l'ont motivé** viennent à défaillir.

~~L'AllCoPA est relevée, réduite ou retirée~~ **Le complément est relevé, réduit ou retiré** avec effet rétroactif si :

- 1° les éléments de calcul de l'**AllCoPA du complément** se modifient ou s'il est constaté ~~qu'elle a été accordée~~ **qu'il a été accordé** par suite d'une erreur matérielle ;
- 2° le bénéficiaire a fait une déclaration incomplète ou inexacte au Fonds ;
- 3° le bénéficiaire a omis d'avertir le Fonds endéans un mois d'une circonstance pouvant entraîner une modification de l'**AllCoPA du complément**.

(2) Lorsque, pendant la période ~~pour laquelle l'AllCoPA a été payée~~ **pour laquelle le complément a été payé**, un bénéficiaire a disposé de ressources qui auraient dû être prises en considération pour le ~~calcul de l'AllCoPA~~ **calcul du complément**, les sommes payées en trop peuvent être récupérées à charge du bénéficiaire ou de ses ayants droit.

Sa restitution est obligatoire si le bénéficiaire a provoqué son attribution en alléguant des faits inexacts, ou en dissimulant des faits importants, ou s'il a omis de signaler des faits importants après l'attribution.

(3) Les sommes indûment touchées sont à restituer par le bénéficiaire ou ses ayants droit sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles. Elles sont déduites de l'AllCoPAdu complément ou des arrérages restant dus au bénéficiaire.

Le Fonds ne peut prendre une décision concernant la restitution qu'après avoir entendu l'intéressé ou ses ayants droit soit verbalement, soit par écrit. La décision doit être motivée.

Art. 14. (1) Le Fonds réclame la somme par lui versée au titre d'AllCoPAdu complément :

- 1° contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune ;
- 2° contre le donataire du bénéficiaire de l'AllCoPAdu complément lorsque ce dernier a fait la donation directe ou indirecte postérieurement à la demande de l'AllCoPAdu complément, ~~ou dans~~ ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens, au jour de la donation ;
- 3° contre le légataire du bénéficiaire de l'AllCoPA du complément, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens à lui légués au jour de l'ouverture de la succession.

(2) À l'égard de la succession du bénéficiaire de l'AllCoPAdu complément, le Fonds réclame la restitution des sommes versées suivant les modalités ci-après :

- 1° lorsque la succession d'un bénéficiaire échoit en tout ou en partie au conjoint survivant ou au partenaire ou à des successeurs en ligne directe, le Fonds ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une première tranche de l'actif de la succession fixée à vingt-neuf mille sept cent quarante-sept euros ~~au nombre cent~~ au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948.

Lorsque le conjoint survivant ou le partenaire ou un autre successeur en ligne directe d'un bénéficiaire de l'AllCoPAdu complément continue à habiter dans un immeuble ayant appartenu soit au bénéficiaire seul, soit conjointement au bénéficiaire de l'AllCoPAdu complément et à son conjoint ou à son partenaire, le Fonds ne peut pas, tant que dure cette situation, faire valoir une demande en restitution sur cet immeuble et sur les meubles meublants le garnissant. Toutefois, pour garantir les droits à une restitution ultérieure, l'immeuble est grevé d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le Fonds.

- 2° À défaut de successeurs en ligne directe et de conjoint ou partenaire survivant, le Fonds ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une première tranche de l'actif de la succession fixée à ~~mille sept cents euros~~ 180 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948, sans distinction du nombre de successeurs entrant en ligne de compte.

Art. 15. Le Fonds peut réclamer la restitution de l'AllCoPAdu complément contre le tiers responsable du fait qui a rendu nécessaire le paiement de l'AllCoPAdu complément.

Art. 16. (1) Pour la garantie des demandes en restitution prévues par la présente loi, les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'AllCoPAdu complément sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription, la postposition et la mainlevée partielle ou totale sont requises par le Fonds dans la forme et de la manière prescrites par les dispositions légales en vigueur.

(2) Les bordereaux d'inscription doivent contenir une évaluation de l'AllCoPA allouédu complément alloué au bénéficiaire. Cette évaluation est faite d'après un coefficient de multiplication déterminé à l'annexe C ~~de la présente loi~~. En cas de modification de l'AllCoPA du complément, l'inscription est changée en conséquence. Lorsque l'AllCoPA servi le complément servi dépasse l'évaluation figurant au bordereau d'inscription, le Fonds requiert une nouvelle inscription d'hypothèque.

(3) ~~L'évaluation de l'AllCoPA~~ L'évaluation du complément prévue au paragraphe 2 est obtenue en multipliant l'AllCoPA mensuelle multipliant le complément mensuel par un coefficient de multiplication appliqué conformément à l'annexe C ~~de la présente loi~~.

(4) Les formalités à accomplir, découlant du paragraphe 1^{er}, ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 17. ~~L'AllCoPA~~ **Le complément** ne peut être ~~ni cédée, ni mise en gage, ni saisie~~ **ni cédé, ni mis en gage, ni saisi.**

Art. 18. Contre les décisions prises par le Fonds, la personne concernée dispose d'un recours conformément aux articles 23 à 26 de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité.

Art. 19. La loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit est abrogée.

Art. 20. (1) Les bénéficiaires du complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gériatologique prévu par la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ~~toucheront~~ **touchent** d'office ~~L'AllCoPA~~ **le complément** au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Par dérogation au paragraphe 1^{er}, ~~si l'AllCoPA est inférieure~~ **si le complément est inférieur** au montant du complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gériatologique prévu par la ~~loi modifiée du 30 avril 2004 précitée~~ **loi précitée du 30 avril 2004**, le bénéficiaire continue à toucher ce complément tant qu'aucun changement de la situation n'exige d'en modifier le calcul.

(3) Les dispositions des articles 12, 13, 14, 15 et 16 de la présente loi s'appliquent également aux bénéficiaires du complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gériatologique payé dans les conditions de la ~~loi modifiée du 30 avril 2004 précitée~~ **loi précitée du 30 avril 2004**.

Il en est de même pour les bénéficiaires du complément payé en vertu de la ~~loi modifiée du 23 décembre 1998 précitée~~ **loi modifiée du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gériatologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gériatologiques et foyers de jour psychogériatrique.**

(4) Toutefois, lorsque les dispositions de la ~~loi modifiée du 30 avril 2004 précitée~~ **loi précitée du 30 avril 2004** relatives au recalcul ou à la restitution sont plus favorables, celles-ci s'appliquent aux bénéficiaires mentionnés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Lorsque les dispositions de la ~~loi modifiée du 23 décembre 1998 précitée~~ **loi précitée du 23 décembre 1998** relatives au recalcul ou à la restitution sont plus favorables, celles-ci s'appliquent aux bénéficiaires visés au paragraphe 3, alinéa 2.

Art. 21. La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

ANNEXE A :

**Multiplicateurs de la fortune pour la conversion en rente viagère
immédiate des ressources de la fortune**

(L'âge du bénéficiaire est calculé par différence de l'année d'attribution de l'AlCoP du complément A et de l'année de naissance du bénéficiaire)

<i>Age du bénéficiaire</i>	<i>Multiplicateurs</i>	<i>Age du bénéficiaire</i>	<i>Multiplicateurs</i>
0-25	0,04494	63	0,07486
26	0,04519	64	0,07697
27	0,04546	65	0,07924
28	0,04575	66	0,08170
29	0,04605	67	0,08436
30	0,04636	68	0,08724
31	0,04670	69	0,09035
32	0,04705	70	0,09372
33	0,04741	71	0,09737
34	0,04780	72	0,10132
35	0,04821	73	0,10560
36	0,04864	74	0,11024
37	0,04909	75	0,11528
38	0,04957	76	0,12075
39	0,05007	77	0,12670
40	0,05060	78	0,13315
41	0,05115	79	0,14016
42	0,05174	80	0,14778
43	0,05235	81	0,15605
44	0,05299	82	0,16505
45	0,05366	83	0,16505
46	0,05437	84	0,16505
47	0,05511	85	0,16505
48	0,05589	86	0,16505
49	0,05670	87	0,16505
50	0,05756	88	0,16505
51	0,05846	89	0,16505
52	0,05941	90	0,16505
53	0,06041	91	0,16505
54	0,06147	92	0,16505
55	0,06259	93	0,16505
56	0,06378	94	0,16505
57	0,06505	95	0,16505
58	0,06641	96	0,16505
59	0,06786	97	0,16505
60	0,06942	98	0,16505
61	0,07110	99	0,16505
62	0,07291	100 et plus	0,16505

ANNEXE B :

Table de référence pour le calcul des obligations alimentaires

Les montants des aliments à retenir pour les pensions alimentaires fixées ou les renonciations prévues par les conventions entre parties en cas de séparation de fait ou de divorce par consentement mutuel, sont déterminés comme suit :

- 1.1. • Pour les enfants à charge du conjoint créancier ou du partenaire créancier dont le revenu du débiteur est connu, les pensions alimentaires (Pa1) sont fixées à un montant correspondant à :
- 10% du revenu du débiteur pour 1 enfant,
 - 15% du revenu du débiteur pour 2 enfants,
 - 20% du revenu du débiteur pour 3 enfants,
 - 25% du revenu du débiteur pour 4 enfants.
- Si le revenu du débiteur n'est pas connu, est mis en compte pour chaque enfant un montant de 24,79 euros (au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948) et 49,58 euros (au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948) pour le conjoint séparé ou divorcé ou le partenaire.

Cette règle s'applique également pour les enfants nés de mères célibataires qui ont été reconnus par le père ou dont le nom du père est connu ; pour les enfants dont le ~~demandeur~~ **requérant** refuse d'indiquer le nom du père, une pension alimentaire de 24,79 euros (au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948) est mise en compte sauf cas d'exception justifiée (p. ex. viol).

- 1.2. Pour le conjoint ou partenaire créancier, l'obligation alimentaire (Oa) est fixée à un montant ne dépassant pas le tiers des revenus cumulés des deux conjoints ou partenaires séparés, le revenu cumulé étant établi après déduction du montant des pensions alimentaires (Pa1) dues suivant le point 1.1.

$$Oa = (Rc + Rd - Pa1) : 3$$

Oa = obligation alimentaire
Rc = revenu du créancier
Rd = revenu du débiteur
Pa1 = pension alimentaire pour enfant

La pension alimentaire pour le conjoint ou le partenaire créancier (Pa2) est obtenue en déduisant le revenu de ce dernier de l'obligation alimentaire ainsi déterminée. Si le résultat est négatif, une pension pour le conjoint ou le partenaire n'est pas due.

$$Pa2 = Oa - Rc \geq 0 \quad Pa2 = \text{pension alimentaire conjoint ou partenaire}$$

Le total des pensions alimentaires (Pa) à mettre en compte pour le calcul de l'~~AllCoPA~~ **du complément** est égal à la somme des deux types de pensions dues suivant 1.1. et 1.2. ci-avant, sans que toutefois ce total puisse dépasser le tiers du revenu du débiteur.

$$Pa = Pa1 + Pa2 \leq (Rd : 3)$$

Les principes suivants sont également à considérer :

- Le total des pensions alimentaires mises en compte ne doivent pas mettre le débiteur dans une situation de revenu l'obligeant à recourir lui-même aux dispositions de la loi REVIS, sauf pour les enfants.
- Les enfants à charge ont rang prioritaire pour la fixation du total des pensions alimentaires.

ANNEXE C :

**Evaluation de l'AlCoPA allouée du complément alloué au bénéficiaire
en vue de la garantie des demandes en restitution**

<i>Age du bénéficiaire</i>	<i>Coefficient</i>	<i>Age du bénéficiaire</i>	<i>Coefficient</i>
0-25	22,25419	63	13,35868
26	22,12708	64	12,99290
27	21,99514	65	12,61957
28	21,85817	66	12,23946
29	21,71597	67	11,85343
30	21,56833	68	11,46247
31	21,41503	69	11,06759
32	21,25591	70	10,66984
33	21,09083	71	10,27029
34	20,91966	72	9,86995
35	20,74235	73	9,46981
36	20,55883	74	9,07090
37	20,36909	75	8,67433
38	20,17315	76	8,28127
39	19,97104	77	7,89289
40	19,76284	78	7,51033
41	19,54865	79	7,13470
42	19,32859	80	6,76700
43	19,10281	81	6,40813
44	18,87148	82	6,05887
45	18,63478	83	6,05887
46	18,39285	84	6,05887
47	18,14578	85	6,05887
48	17,89358	86	6,05887
49	17,63626	87	6,05887
50	17,37372	88	6,05887
51	17,10585	89	6,05887
52	16,83245	90	6,05887
53	16,55329	91	6,05887
54	16,26806	92	6,05887
55	15,97641	93	6,05887
56	15,67791	94	6,05887
57	15,37208	95	6,05887
58	15,05838	96	6,05887
59	14,73623	97	6,05887
60	14,40523	98	6,05887
61	14,06522	99	6,05887
62	13,71628	100 et plus	6,05887

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

1. Coordonnées du projet

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Intitulé du projet :	Projet de loi portant création d'une allocation complémentaire pour personnes âgées		
Ministre:	Le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil		
Auteur(s) :	Pierre LAMMAR, Premier Conseiller de Gouvernement; Claude WAGENER, Conseiller.		
Téléphone :	247-86518 / 247-86505	Courriel :	pierre.lammar@fm.etat.lu/claude.wagener@fm.etat.
Objectif(s) du projet :	<p>Le projet de loi n°8114 a été déposé le 8 décembre 2022.</p> <p>Les amendements apportés au projet de loi sous rubrique tiennent compte d'un certain nombre de remarques formulées dans l'avis du Conseil d'État du 25 juin 2024 et apportent une série d'adaptations et de précisions au projet de loi en question.</p> <p>Les amendements ont donc comme objet, de renommer l'« allocation complémentaire pour personnes âgées » en « complément pour personnes âgées » et en précisant que ce complément s'applique également aux logements encadrés agréés.</p> <p>Les amendements ont également comme objet, de procéder à une majoration du montant des frais accessoires indispensables et de ramener la période de calcul de la moyenne de tous les montants des prix d'hébergement de trois à un an, de déterminer le mode de calcul de la valeur vénale de la fortune mobilière ainsi que la détermination de la valeur de la fortune immobilière. De même sont supprimées les dispositions relevant une différence de traitement des requérants disposant d'un bien immobilier au Grand-Duché de Luxembourg et ceux disposant d'un bien immobilier à l'étranger ainsi que la possibilité pour le Fonds national de solidarité de demander au requérant de vendre ou de louer son logement ayant servi comme dernier lieu de résidence.</p>		
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune (s) impliqué(e)(s)	- Ministère des Finances; - Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale; - Fonds national de solidarité.		
Date :	06/01/2025		

2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :	
<input type="checkbox"/>	Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit
<input type="checkbox"/>	Promouvoir le dialogue social
<input checked="" type="checkbox"/>	Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié

- ☐ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures
- ☐ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique
- ☐ Protéger le bien-être des animaux
- ☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel
- ☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel
- ☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques

Remarques :

Le projet de loi portant création d'un complément pour personnes âgées ensemble avec les amendements gouvernementaux permettra aux bénéficiaires de vivre dignement au sein des structures d'hébergement et logements encadrés, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir profiter de certains services pour convenance personnelle.

3. Mieux légiférer

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Fonds national de solidarité.

Les avis des organismes suivants seront demandés:

- Conseil d'Etat;
- Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;
- Chambre des Salariés;
- Chambre de Commerce;
- Chambre des Métiers;
- Conseil supérieur des personnes âgées.

Remarques / Observations :

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

☒ Oui ☐ Non

- Citoyens :

☒ Oui ☐ Non

- Administrations :

☒ Oui ☐ Non

Le principe « Think small first » est-il respecté ?

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ¹

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?

☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?

☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations :

Le projet contient-il une charge administrative ² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le coût administratif ³ approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ⁴ ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. (www.cnpd.public.lu)

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Sinon, pourquoi ?

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

☒ Oui ☐ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations :

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

4. Egalité des chances

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez de quelle manière :

5. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :
<https://meco.gouvernement.lu/fr/le-ministere/domaines-activite/services-marche-interieur/notifications-directive-services.html>

Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :
<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>

CHECK DE DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSCHECK



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable :

Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Projet de loi ou
amendement :

Amendements gouvernementaux au projet de loi portant création d'une allocation
complémentaire pour personnes âgées

Le check de durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3^{ème} Plan national pour un développement durable (PNDD) ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et/ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation**, ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Points d'orientation
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi dont question opère la réforme de l'« accueil gérontologique », institué par la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. Les amendements apportés au projet de loi sous rubrique tiennent compte d'un certain nombre de remarques formulées dans l'avis du Conseil d'État du 25 juin 2024 et apportent une série d'adaptations et de précisions au projet de loi en question.

2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Points d'orientation
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Les amendements et le projet de loi permettront aux bénéficiaires de vivre dignement au sein des structures d'hébergement, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir profiter de certains services pour convenance personnelle.

3. Promouvoir une consommation et une production durables.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur une consommation et une production durables.

4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.

Points d'orientation
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Les amendements et le projet de loi auront un impact sur les conditions de vie des citoyens, personnes âgées.

5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur l'utilisation du territoire.

6. Assurer une mobilité durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur une mobilité durable.

7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur la dégradation de notre environnement et le respect des capacités des ressources naturelles.

8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur la protection du climat.

9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

10. Garantir des finances durables.

Points d'orientation
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les amendements et le projet de loi n'ont pas d'impact sur les finances durables.

Cette partie du formulaire est facultative - Veuillez cocher la case correspondante

En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? ☐ Oui ☒ Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**